

Lettre à un ami qui, au nom de la liberté d'expression, ne veut pas demander l'interdiction de Médine

écrit par Christine Tasin | 11 septembre 2018

Au cours du week-end dernier, nous avons sollicité un certain nombre de personnalités afin qu'elles signent notre appel « Pas de Médine au Bataclan ».

Nous avons reçu essentiellement des réponses enthousiastes – ou des non réponse matérialisées par le silence... peu courageux – et une explication, détaillée par son auteur qui, bien que scandalisé par la présence de Médine a Bataclan, ne voulait pas signer l'appel au nom de son attachement farouche à la liberté d'expression.

Cela l'honore. Chacun a en tête la phrase célèbre attribuée à Voltaire : je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire.

On ne va pas refaire ici les débat qui ont eu lieu lors de l'interdiction de Dieudonné. Je voudrais juste donner ici mon point de vue, qui est valable hic et nunc. Ici et maintenant. J'insiste sur ce point. Il y a l'éthique, la morale, la philosophie, les engagements politiques... qui font un être humain avec son caractère, un être dont on peut presque savoir à l'avance, justement ce qu'il pensera de telle ou telle situation.

Mais il y a aussi, face aux principes, la réalité et l'adaptation à celle-ci.

Voici donc ce que je répondrai à tout ami qui refuserait de demander l'interdiction de Médine :

Je ne peux te comprendre et encore moins partager ton point de vue, pour trois raisons fort simples :

1 On n'est pas des gauchistes, on ne va pas reprendre et appliquer leur slogan « *il est interdit d'interdire* » !!! Un peu d'ordre dans ce pays, bordel ! Et pas d'ordre sans interdits.

2 On est en guerre. Ce n'est pas le moment d'avoir des scrupules et des états d'âme. En face tous les coups sont permis, il s'agit de vie et de mort, et nous on jouerait à la pucelle effarouchée ?

3 En s'interdisant d'interdire les choses qui bafouent délibérément nos valeurs, notre histoire, notre pays, on les abandonne, on les trahit. On laisse les autres les piétiner et on est des lâches de ne pas veiller à la mémoire des nôtres. Or, qui, si ce n'est nous, sera gardien de la mémoire, du respect dû à nos morts ? Qui, si ce n'est nous, peut réagir et demander que l'inacceptable soit interdit ?

Un concert nazi à Oradour, il faudrait vraiment ne pas l'interdire ? Au nom de l'attachement à la liberté d'expression ?

Des centaines de djéunes piétinant les tombes des poilus à Verdun, il n'aurait pas fallu interdire ? Il ne fallait pas traîner dans la boue Hollande qui a permis et voulu ce crime ?

Nous n'avons pas les moyens de détourner la tête au nom de nos principes. On a les deux pieds dans la boue et il faut avancer, prendre des décisions.

Les Résistants, entre 40 et 44, ont dû bien souvent oublier leurs principes, tuer bien qu'hostiles à la peine de mort ; désobéir aux ordres du pouvoir en place malgré leur attachement à la légalité...

Nous patriotes, avons un devoir clair, nous mobiliser pour que

n'ait pas lieu un concert monstrueux qui insulte nos morts. Et peu importe le moyen utilisé. Soit parce que Médine devant la mobilisation décide d'arrêter. Soit parce que le Ministre de l'Intérieur de crainte de trouble à l'ordre public l'interdit. Soit parce que le Ministre l'interdit parce que illégal, dangereux... comme ce fut le cas pour Dieudonné. Soit parce que la mobilisation est telle, le 19 octobre que, malgré les forces de l'ordre, l'accès au Bataclan est impossible.

Si nous nous interdisons de rendre coup pour coup nous sommes morts. Les autres, en face, ont tous les droits, se les donnent, interdisent pas la violence, par les intimidations, par la justice tout ce qui défend notre identité et nous on devrait « ne pas imiter nos ennemis » ?

La pseudo tolérance que d'aucuns défendent s'appelle la dhimmitude nous conduit tout droit à l'horreur, au renoncement, à la claque permanente, à notre disparition, et, avec elle, à la disparition, justement, de toute liberté d'expression.